



# Vie et mort du pouvoir populaire

Bernard RAVENEL

Après l'expérience chilienne c'est au tour de l'expérience portugaise de poser *le problème du « Poder Popular »*, du pouvoir populaire. L'écho de cette problématique s'explique tout simplement par le fait qu'à travers l'essor et la construction du pouvoir populaire se manifeste concrètement l'actualité du socialisme.

Ce qui n'était, il y a encore à peine une décennie, que propagande et vague espoir devient réalité en marche. Ce qui n'était qu'un thème idéologique devient un thème politique par rapport auquel toutes les forces du mouvement ouvrier sont amenées à se situer.

Cependant l'impact même de la notion de pouvoir populaire risque parfois de faire oublier les nécessités politiques transitoires conditionnant précisément sa victoire, c'est-à-dire la formation d'un véritable double pouvoir, prélude du socialisme. L'échec du processus portugais, venant après celui du processus chilien, nous contraint à une analyse sans complaisance de la réalité même, sociale et politique, du pouvoir populaire portugais.

Pour un parti qui, comme le P.S.U., se bat pour l'autogestion socialiste et l'unité populaire, le contenu social et politique du pouvoir populaire, ses conditions d'épanouissement doivent faire l'objet d'une approche précise permettant un approfondissement théorique et politique de la notion d'autogestion elle-même, souvent soumise à des définitions plus ou moins incertaines.

Au Portugal le pouvoir populaire a maintenant une histoire, c'est-à-dire toute une évolution au cours de laquelle cette notion prit peu à peu un contenu de plus en plus précis en même temps qu'une extension sur le champ politique de la révolution portugaise. Ses spécificités, ses contradictions, ses limites, ses avancées et ses reculs caractérisent et rythment la révolution portugaise elle-même.

**D'abord qu'est-ce que le pouvoir populaire au Portugal ? C'est l'ensemble des organes populaires de base qui se sont développés à travers tout le Portugal après le 25 avril 1974. Que ce soit au niveau du lieu de travail (les Commissions de travailleurs), du quartier (les Commissions d'habitants, de « Momdores »), du village (les Conseils de village), de la caserne (les Assemblées d'unités (A.D.U.) et surtout les Comités de soldats (S.U.V. —**



**Soldats Unis Vaincraient).** Ces organes tentèrent parfois de se coordonner, soit au niveau de la branche, soit au niveau de la zone (assemblée populaire locale), soit entre secteurs différents de la production. Cette floraison d'organes de base, si elle avait pu s'étendre, se stabiliser et se coordonner au niveau du pays, aurait alors pu constituer un pouvoir alternatif à celui de la bourgeoisie, destiné à se substituer à lui, à la fois progressivement et brutalement. Le stade ne fut pas atteint.

Avant de voir l'évolution concrète des formes de pouvoir populaire au Portugal et de s'interroger sur les causes de son échec, il nous faut d'abord avoir une idée du contexte d'ensemble, du « terrain », d'où sont sortis les organes de base.

\*  
\* \*

## **I. L'HISTOIRE DU POUVOIR POPULAIRE**

En effet, le coup d'Etat militaire du 25 avril 1974 n'est pas survenu dans un pays calme et serein. Permise par l'accumulation de capitaux pendant la 2<sup>e</sup> guerre mondiale, par l'exploitation des colonies et par une intervention du capitalisme international à partir de 1965, une industrialisation assez importante a transformé en profondeur la société. Si le développement des forces productives reste relativement faible, les rapports de production capitalistes deviennent nettement prédominants au sein de la formation sociale portugaise, qui conserve malgré tout des traces sensibles de rapports précapitalistes.

Les travailleurs salariés représentent désormais les 4/5 de la population active. Le prolétariat en représente la moitié. Cependant le prolétariat d'industrie reste minoritaire (42 % de l'ensemble du prolétariat). Sans oublier que le considérable phénomène de l'émigration a joué un rôle négatif dans l'homogénéisation du prolétariat portugais.

Dans les années 1970 on peut distinguer trois niveaux à l'intérieur même de la classe ouvrière.

Le premier est constitué par les travailleurs des petites entreprises à caractère parfois familial, parfois situées à la campagne : entreprises textiles et alimentaires où bas salaires, horaires longs, paternalisme et répression constituent le lot commun d'une classe ouvrière à forte proportion féminine. Gardant des liens étroits avec le milieu rural, ces travailleurs sont soumis au conditionnement idéologique d'une bourgeoisie rurale et cléricale puissante.

Le deuxième niveau est représenté par les travailleurs des entreprises relativement anciennes (métallurgie, mécanique, secteurs d'Etat), qualifiés et expérimentés. D'une forte capacité et tradition revendicatives, ces travailleurs ont été très actifs dans la constitution de syndicats de classe sous le fascisme. C'est la base principale du P.C.P.

Enfin, produit de l'industrialisation la plus récente — chimie, électronique, chantiers navals, textiles synthétiques — se sont développées de nou-



velles couches ouvrières. Celles-ci disposent souvent d'une qualification professionnelle réelle, parfois de haut niveau ; l'influence du P.C. y est plus récente et inégale, concurrencée par celle du P.S. et de l'extrême gauche ; la concentration importante, la pénétration des idées nouvelles ont permis à ces secteurs des formes de lutte avancées, y compris avant la chute du fascisme.

**Cette industrialisation** — surtout tournée vers l'extérieur, du fait des limitations du marché intérieur — **s'est faite au prix de bas salaires, de conditions de travail éprouvantes, et de très faibles investissements sociaux en matière de logement, de santé et d'éducation, dans un climat répressif permanent.**

Le financement des guerres coloniales et le début de la crise économique mondiale ont mis le « modèle » portugais en crise dans les années 1968-1970. La faible dimension du marché intérieur freinant l'expansion économique pousse de nombreux travailleurs à l'émigration, la raréfaction de la main-d'œuvre intérieure mettant celle-ci dans une position plus forte face au patronat. La dégradation de la situation économique entraîne un climat de mécontentement social qui se concrétise dans des mouvements assez puissants (grèves, manifestations) et dans la tentative de construction d'un mouvement syndical indépendant, anti-corporatiste.

De l'importance de ce mouvement revendicatif avant la chute du régime, le rapport au Comité Central du P.C.P. présenté par Alvaro Cunhal en juillet 1973 donne une idée assez précise. « L'évolution a été caractérisée par l'élargissement de la lutte à de nouvelles entreprises, par l'insistance de la lutte dans plusieurs centaines d'entre elles, et le recours de plus en plus fréquent à des débrayages et à la grève » souligne le rapport.

« Les travailleurs partent en grève dans les entreprises MAGUE et CIMA, à Alhandra, GIALLO, à Porto (avec manifestation dans la rue), ABELHEIRA à Tojal (avec occupation de l'usine), SIPE à Carcavelos (les travailleurs, devant les machines, ne travaillent pas), MOVITEJO à Alverca (refus des heures supplémentaires). Partent en grève également les pêcheurs au chalut de la Côte Nord et de Figueira da Foz (22 juin), les pêcheurs de sardines de Matosinhos (72 heures) et Portimao, les ouvrières des conserves de Setubal et les paysans d'Alparça. Les travailleurs ont débrayé dans les entreprises SEPSA à Porto, CIMA, OLIVA, MESSA, FIRESTONE (Alcochete), GIL (A. dos Vinhos), PROMETALIS (Porto), CELCAT, CABOS (Avila), SOPREM (Pampilhosa), GRUNDIG (Trola), RABOR, CUF, TRANSUL (Rive Sud du Tage), DIARIO POPULAR et dans beaucoup d'autres. »

« Les travailleurs utilisent différentes formes de lutte. Chez FOZ-NAVE, à Figueira da Foz, comme les patrons essayaient de supprimer la « semaine anglaise », ils s'absentent en masse, le samedi après-midi; chez FLANDRIA, à Agueda, ils ralentissent les cadences. Les ouvriers de GIALLO et les employés de banque de Lisbonne et Porto manifestent dans la rue. En de nombreuses entreprises, les travailleurs exigent que le 1<sup>er</sup> mai soit jour férié. »

« Souvent les luttes se terminent par la victoire des travailleurs. De meilleurs salaires, la semaine de 45 heures et l'aboutissement de diverses autres



revendications, tels ont notamment été les résultats obtenus, entre autres, par les travailleurs des entreprises citées plus haut et par les travailleurs de SOREFAME, ROBIALAC, SODA-POVOA, SOCIEDADE CENTRAL DE CERVEJAS COMETNA MOAGENS ASSOCIADAS, ADPL, OLAYO TREFILARIA, industries de l'automobile de Setubal, etc.. »

En outre, au niveau de l'organisation des travailleurs, il est intéressant de noter que le même Alvaro Cunhal parle, dès 1969, de « Commissions de travailleurs », « de la lutte pour le droit d'organisation, pour la reconnaissance des organismes démocratiques qui apparaissent, pour de véritables élections dans les syndicats officiels, le respect de la gestion démocratique de toutes les organisations de masse » ; en 1972 il parle de la lutte pour « la multiplication des commissions dans les entreprises » ; en 1973, dans le rapport cité plus haut, il évoque les « nouveaux succès obtenus lors d'élections syndicales (ouvriers de la laine, vendeurs de magasins et employés de banque à Porto). De grandes assemblées ont lieu, pour discuter des problèmes de la lutte (métallos, chauffeurs, vendeurs de magasin, employés de banque, ouvriers de l'industrie chimique, électriciens, ouvriers du textile, etc.) Des commissions syndicales, des commissions pro-syndicat et des groupes de travail développent une intense activité de masse et sont reconnus au sein de leurs entreprises respectives en tant qu'organismes dirigeants de la lutte syndicale ».

Ainsi, du point de vue proprement organisationnel, avant le 25 avril 1974, les travailleurs mettent en cause les structures corporatistes chargées de les encadrer. A partir de 1968-69 des directions élues par les travailleurs s'emparent des syndicats. C'est le cas des syndicats des banques de Lisbonne et Porto, du syndicat de la métallurgie de Lisbonne, du textile. Ensuite le besoin de dépasser la structuration par métiers se fait sentir. Début octobre 1970 se réunit une coordination de quatre directions syndicales élues (commerce, industrie de la laine, métallurgie, banque) : c'est la naissance de l'Intersyndicale. A la veille du 25 avril il existait déjà 42 syndicats — sur environ 400 — dans l'Intersyndicale. En novembre 1973 avaient été créées trois unions régionales Nord, Centre, Sud. Cependant le travail d'organisation reste semi-clandestin et les conditions ne permettent pas une extension massive d'un syndicalisme indépendant de l'Etat fasciste.

En 1973 et au début 1974 la bataille revendicative a trois objectifs : le salaire minimum, le droit de grève et un syndicalisme libre. Une bataille politique interne se déroule à l'intérieur du mouvement syndical entre d'une part un courant économiste, défensif, plutôt légaliste, influencé par le P.C.P. et dominant dans les banques et la métallurgie et d'autre part un courant privilégiant la lutte ouverte, frontale, d'inspiration maoïste, influant chez les travailleurs de la laine. Le P.C.P. contrôlait directement au moins la moitié des syndicats.

A la veille du 25 avril le mouvement ouvrier portugais est donc dans une phase ascendante de luttes, fondamentalement revendicatives, portant sur les salaires mais aussi sur l'obtention des droits élémentaires reconnus dans les démocraties bourgeoises (droit de grève, syndicalisme indépendant).



A cela il faut ajouter deux secteurs de lutte. D'abord concernant les conditions de vie, de logement en particulier. C'est ce que note aussi le rapport d'Alvaro Cunhal en juillet 1973 : « Partout dans le pays, de nombreuses et importantes actions ont lieu dans le cadre de la lutte pour la défense des intérêts des populations (conditions sanitaires, pollution, eau, électricité, transports, logements, marchés, etc.). Des pétitions sont lancées, des démarches et des manifestations sont organisées. Une campagne contre la hausse des loyers se développe à Lisbonne et à Porto et obtient une première victoire en forçant l'Assemblée Nationale fasciste à ajourner l'approbation de la loi. »

On évalue le déficit social en terme de logements à environ 500 000, ce qui porte à environ 2 millions de personnes le nombre de gens qui ont rapidement besoin d'un logement décent.

D'autre part, au niveau spécifiquement politique, la lutte pour la fin des guerres coloniales, pour les libertés, pour la dissolution de la PIDE, pour l'amnistie entraîne des couches de plus en plus importantes de travailleurs depuis 1971.

**Ainsi, en avril 1974, lors de l'écroulement du régime fasciste, on peut dire que les travailleurs — à des niveaux de conscience politique extrêmement diversifiés — augmentent leur pression revendicative et leur capacité organisationnelle pour la mener à bien. La lutte contre le fascisme est le débouché politique logique de ce mouvement dans la mesure même où l'affaiblissement et/ou le renversement du régime permettrait de satisfaire les exigences de plus en plus pressantes des travailleurs.** Les limites de ce mouvement sont évidentes. Le contenu et les formes de lutte ne se situent qu'exceptionnellement hors de la logique du capitalisme. Pour les travailleurs portugais il s'agit à ce moment-là de se battre dans une perspective démocratique, ne dépassant pas l'horizon des démocraties capitalistes, considérées comme le modèle à atteindre en termes de niveau de consommation et de libertés d'organisation et d'expression.

En outre le système répressif étouffe ou bloque toute popularisation des luttes ainsi que toute transmission des expériences plus anciennes : la mémoire des luttes est donc très faible pour le mouvement ouvrier. Enfin l'intégration du mouvement ouvrier dans une coalition antifasciste s'est faite sans que celui-ci puisse maintenir et développer son autonomie de classe au niveau de la conscience et de l'idéologie. Le résultat en fut la confusion systématique entre objectifs de lutte prolétarienne et objectifs de lutte antifascistes et démocratiques.

*La naissance du pouvoir populaire : la phase spinoliste*  
25 avril — 28 septembre 1974

Le 25 avril c'est donc la chute de l'appareil de domination fasciste, c'est le démantèlement de l'organisation corporative et de la police (PIDE — DGS). Les travailleurs prennent d'assaut les sièges des syndicats corpora-



tistes ; le Ministère du Travail ne peut qu'entériner ces conquêtes (en attendant les élections qui légitimeront les nouvelles directions). En fait ce sont surtout les militants du P.C.P. qui ont organisé cet investissement généralisé et qui installent des commissions syndicales provisoires dont la ratification par la base se fera parfois attendre. L'Intersyndicale se gonfle et regroupe bientôt la très grande majorité des syndicats (300 sur 400), la tendance pro-P.C. dite des « bancaires » y est nettement dominante.

La caractéristique d'ensemble de cette période, qui va du 25 avril au 28 septembre 1974, c'est la tentative de la part du capital financier d'établir un pacte social. Il s'agissait de restructurer le système économique en crise dans le cadre d'une démocratie bourgeoise où les travailleurs, encadrés par les syndicats, accepteraient, plus ou moins, de supporter les frais de la rationalisation capitaliste du système. La bourgeoisie « offre » et laisse au P.C. le contrôle de l'organisation syndicale et du Ministère du Travail. Le P.C. accepte ce « mini-compromis historique » et c'est la période où il cautionne l'adoption d'une loi anti-grève, où il tente de discréditer et de calomnier les luttes des travailleurs et essaie même, par le biais de l'Intersyndicale, de les mobiliser contre la grève de la TAP où les ouvriers sont réquisitionnés et encadrés militairement !

C'est dans ce contexte d'ensemble que dans la plupart des entreprises se développent les commissions de travailleurs, formées et élues directement par la base, que ce soit dans les grandes entreprises comme Lisnave, Tap, Effacec-Inel, chez les postiers (CTT) ou dans les petites boîtes comme à Sogantel (survêtements), dans les restaurants, dans les agences de tous genres, là où s'engagent des batailles exemplaires.

En réalité ce mouvement social et organisationnel n'est pas entièrement spontané : il est la manifestation et la continuation en pleine lumière du mouvement d'ascension sociale et politique des forces populaires que le fascisme étouffait de moins en moins.

Au niveau local, dès après le 25 avril, pour remplacer les administrations locales fascistes sont mises en place des Commissions administratives municipales. Ces nouveaux responsables appartiennent surtout au M.D.P. à l'intérieur et à côté duquel se retrouvent des militants de presque toute la gauche (P.C., P.S., M.E.S., P.R.P.).

L'action de ces commissions administratives municipales se caractérise par un contact intense avec les populations locales qui commencent ainsi à exprimer librement leurs besoins et à prendre l'habitude de traiter leurs problèmes. Des Comités de quartiers se forment dans les grandes villes. Bien entendu le pouvoir spinoliste veut ignorer ces formes naissantes d'organisation populaire de base.

Cependant les forces révolutionnaires du M.D.P., du M.E.S., du P.R.P., insistent sur la nécessité de modifier — de révolutionner — l'organisation du pouvoir politique local. Ces militants, auxquels s'adjoignent, surtout à Porto, des militants maoïstes, interviennent essentiellement dans le cadre du S.A.A.L. (Service Ambulant d'Appui Local).

Créé par le 2<sup>e</sup> gouvernement, en juillet 1974, le S.A.A.L. est un organisme d'Etat de logement visant à articuler la construction de logements pour les



ouvriers avec le développement des pôles industriels. Le pouvoir espère que cet organisme jouera le rôle de tampon entre l'Etat et les mal-logés. Or les travailleurs du S.A.A.L. refusent cette situation et décident de s'adresser aux associations de locataires pour résoudre *avec eux*, collectivement, le problème du logement. Ils se proposent de donner un appui technique et même financier, mais c'est le groupe de mal-logés qui organisera la gestion de son opération-logement.

A la fin de cette période, sous l'impulsion des militants révolutionnaires, le mouvement d'auto-organisation se politise au niveau des commissions de travailleurs là où se mènent des luttes dures comme à la TAP ou au Jornal do Comercio. Début septembre 7 000 travailleurs de Lisnave forcent le barrage des militaires et défilent à Lisbonne aux cris de « à bas la loi anti-grève », « épuration des fascistes ». Le 24 septembre 5 000 travailleurs de la TAP font de même.

Fin septembre il devient donc clair que la crise accentuée du système capitaliste portugais a poussé les travailleurs à mener des luttes importantes et la bourgeoisie s'aperçoit que le P.C. — par l'Intersyndicale — ne peut contrôler le mouvement : le pacte social est impossible, la voie de l'autoritarisme est la seule possible. C'est le sens du coup d'état du 28 septembre.

Ainsi pendant cette première période il apparaît que ce mouvement dit de « pouvoir populaire » n'est pas entièrement spontané, il est aussi le fruit d'une maturation commencée sous le fascisme. Le couvercle répressif ayant sauté, c'est l'éclatement au grand jour. Ce mouvement est général mais il n'est pas coordonné du tout ; il se fait en dehors des structures de l'Intersyndicale considérées comme hostiles ou à tout le moins inadaptées. Au niveau local, la nature de plus en plus politique de l'enjeu représenté par le développement des organes de base inquiète aussi le régime décidé à ne pas modifier les structures administratives étatiques de l'ancien régime.

### *La phase socialisante*

28 septembre 1974 — 11 mars 1975

Le 28 septembre c'est la chute de Spínola, la mobilisation populaire accentuée, le progrès de la gauche au sein du M.F.A. Cependant la bourgeoisie garde d'importantes positions de pouvoir. Dans le domaine de la politique économique le plan économique d'urgence, présenté par Melo Antunes, prévoyait une intervention limitée de l'Etat dans l'économie mais n'allant pas jusqu'à la nationalisation.

Dans le domaine social il s'agissait de retirer au P.C. le contrôle total des syndicats. De son côté le P.C., poussé par les bases ouvrières qui parfois lui ont échappé, décide de renforcer sa position sur le terrain. Il s'agit en même temps de laisser le mouvement de revendication se développer, et d'isoler ceux qui, sur sa gauche, comme le syndicat des textiles du Sud, contestent son pouvoir et son orientation.



La bataille sur l'unicité syndicale est l'événement principal de la période. Le projet de loi sur l'unicité syndicale donnait à la Confédération syndicale unique, qui serait créée à l'issue d'un Congrès représentant 50 % des travailleurs syndiqués, le *monopole* de la représentation ouvrière. On voit l'ambiguïté du projet : il s'agissait à la fois de répondre à l'aspiration unitaire des travailleurs face à la volonté de la bourgeoisie de les diviser mais aussi de réduire les possibilités de développement des organisations de base, dans la mesure où la loi ne leur reconnaîtrait pas l'existence et donc la capacité de représenter les travailleurs.

Le 14 janvier, 300 000 travailleurs manifestent leur adhésion au projet et aussi leur volonté de lutte. En réalité, l'incertitude sur le rapport des forces, le poids accru du P.C. dans le mouvement de masse et dans les structures syndicales freinent le mouvement de démocratie directe dans les entreprises.

Cependant fin 1974, début 1975 des commissions de travailleurs se créent ou renouvellent leurs membres, et il y a même une première tentative de créer un organisme coordonnateur des commissions de travailleurs au niveau de la Grande Lisbonne.

Cet organisme, l'Inter-Entreprises, lança la première manifestation centrale unitaire des organes de base, le 7 février, qui réunit au moins 20 000 travailleurs. Cependant cette coordination ne se maintint pas.

En dehors des entreprises un phénomène nouveau intervient : l'hégémonie relative de la gauche dans certains secteurs du M.F.A. permet le développement de la campagne de « dynamisation culturelle » dans les campagnes du Nord et du Centre et parfois dans les quartiers populaires des grandes villes, surtout à Lisbonne.

Après une première campagne de séances d'explications, les jeunes officiers militants de la gauche du M.F.A. se trouvèrent face à une réalité sociale qu'ils n'avaient pas imaginée : la misère, la sous-alimentation, l'absence de toute infrastructure sanitaire, routière, d'eau potable, d'électrification, l'analphabétisme, menèrent beaucoup d'entre eux à la conviction qu'il était nécessaire d'aider le peuple à sortir de ce sous-développement. Restant quelques jours sur place, ils purent juger de la force séculaire des rapports sociaux dominés par les notables — les caciques — locaux et les curés des paroisses. Faire en sorte que le peuple prenne conscience de sa capacité à résoudre ces problèmes, d'abord avec l'aide du M.F.A., ensuite sans lui, tel fut le but de la campagne de dynamisation culturelle.

Les résultats pratiques furent relativement faibles mais cette campagne aida à la constitution de commissions de quartier et de conseils de village, ou en renforça d'autres plus ou moins existantes. Un certain nombre de problèmes locaux criants furent résolus : amélioration de chemins, installations collectives (coopératives), captation et distribution d'eau, qui donnèrent un certain crédit à cette dynamisation culturelle. La façon dont la réaction politique et cléricale organisa le discrédit de ces campagnes montre bien, malgré les erreurs et le paternalisme initial de cette dynamisation, qu'un *début de déblocage* commençait à s'opérer au sein de ces populations pauvres.

A cette phase du processus commencèrent aussi les contacts entre les commissions de quartier et un certain nombre d'unités militaires de Lis-



bonne, celles qui étaient sous la juridiction du COPCON. Ce contact permit aux militaires de prendre connaissance des problèmes de logement de la population ouvrière et même d'aider à leur résolution (prêts de matériel, de main-d'œuvre, etc.). Inversement **la rupture du ghetto entre l'armée et la population faisait entrer la politique dans les casernes, déclenchant ou accélérant le processus de démocratisation des forces armées.** Plusieurs unités militaires de la région militaire de Lisbonne, en particulier le Régiment d'artillerie légère (RAL 1) et le Régiment de génie (RE 1) ont mené à bien ce processus de démocratisation et d'organisation, caractérisé par l'existence d'ADU (Assemblées d'unité) représentatives de l'ensemble des soldats. L'attaque du RAL 1, le 11 mars, s'explique fondamentalement par cette situation interne à la caserne dont les putschistes disaient qu'elle était en auto-gestion...

A la veille du 11 mars les organes de pouvoir populaire ont connu un net ralentissement dans leur expansion ; des commissions de travailleurs cessent de fonctionner ; d'autres se créent du fait d'une menace qui pèse sur l'entreprise (départ du patron, projet de fermeture, sabotage).

Par contre la globalité des problèmes à résoudre au niveau des quartiers populaires permet un maintien d'activité de nombreuses commissions de quartier ; l'attitude et l'aide du M.F.A. sont un encouragement matériel et moral pour leur continuation. L'armée elle-même commence à être touchée par le processus.

### *La phase socialiste : apogée et déclin du pouvoir populaire*

11 mars — août 1975

C'est évidemment entre le 11 mars et l'été 1975 que se situe la plus grande expansion des organes de pouvoir populaire. Outre la tentative putschiste du 11 mars et la mobilisation populaire qui s'ensuivit, l'autre événement politique de la période est constitué par les élections du 25 avril. Celles-ci expriment de manière nette la volonté majoritaire du « bloc social d'appui » de construire le socialisme, même si le vote pour le P.S. est en partie équivoque. Mais les contradictions sociales aiguës par l'approfondissement du processus prennent sur le champ politique la forme de l'affrontement entre le P.C. plus ou moins allié avec l'extrême gauche non maoïste d'une part et le P.S. d'autre part. Cette situation dramatique qui s'explique par l'absence de toute unité politique, programmatique entre ces forces va peser lourd sur l'avenir des organes de pouvoir populaire eux-même. Cependant, pendant une certaine période, le mouvement social est si puissant que beaucoup de militants, après avoir participé très activement à la campagne électorale — pour le P.S., pour le P.C., le M.D.P. et l'extrême gauche — estiment nécessaire de participer à la vie des organes de pouvoir populaire qui engagent les masses dans une activité politique directe et *concrète*.

La nationalisation des banques et des compagnies d'assurances ainsi que des autres monopoles qui leur étaient plus ou moins liés est à la fois la



conséquence et la cause d'une mobilisation et d'une organisation supérieures des travailleurs. L'ensemble des mesures politiques et économiques prises créent des conditions propices à un approfondissement du processus révolutionnaire. Dans de nombreuses entreprises l'exercice du contrôle de la production et de la gestion par les travailleurs connaît une remarquable extension.

Le mouvement de prise en charge des usines et des banques se double d'un mouvement d'occupation des maisons vides, de « palais », ce qui donne un nouvel élan aux commissions de quartier. Dans tout le pays des milliers de maisons furent occupées, résolvant ainsi le problème du logement de milliers de familles populaires. En même temps se créaient des crèches, des garderies d'enfants, des centres populaires de culture et de loisirs. Beaucoup de ces occupations obtinrent l'aval des unités militaires... Le 27 avril, dans une conférence de presse, Otelo de Carvalho, commandant du COPCON donne son appui aux commissions de quartier et approuve, tout en regrettant les abus, les occupations de maisons.

A la campagne, dans l'Alentejo surtout, les travailleurs agricoles occupent un grand nombre de domaines latifundiaires et organisent des Comités de gestion élus et contrôlés par les travailleurs de l'exploitation, auxquels s'ajoutent parfois des chômeurs réintégrés ainsi dans le processus productif.

Dans les unités militaires, c'est l'institutionnalisation des Assemblées d'unité (A.D.U.). L'A.D.U. se composait du commandant de l'unité, des délégués de l'assemblée du M.F.A., des représentants des officiers, sergents et soldats, mais le nombre des soldats devait être supérieur à celui des officiers et sergents réunis. Bien que n'ayant officiellement que des fonctions consultatives et ne devant traiter que des problèmes relevant de l'unité, dans un certain nombre d'unités les A.D.U., en élargissant leurs pouvoirs, constituèrent des instruments de remise en cause du contrôle hiérarchique de la bourgeoisie sur les forces armées et de la coupure entre peuple et armée.

Les liens se resserrèrent entre commissions de quartier, commissions de travailleurs et unités militaires. L'expérience la plus avancée dans ce sens fut menée dans la zone du régiment de Génie n° 1, de Pontinha (banlieue de Lisbonne). Dès le 10 décembre 1974 fut élue l'A.D.U. et fut décidée la création d'un Centre d'Information et d'Action Culturelle (C.I.A.C.) chargé de la dynamisation interne à l'unité et externe (au niveau de la zone). Démocratisation interne et liaisons renforcées avec les commissions de quartier et les commissions de travailleurs se développèrent parallèlement. Le 23 juin une réunion des commissions de travailleurs, des commissions de quartiers et de l'A.D.U. établit une coordination au niveau de la zone. Il en sortit un Secrétariat provisoire chargé de préparer la première assemblée populaire qui eut lieu le 29 juin et le 13 juillet (le P.S.U. était invité à y assister).

C'est cette expérience qui servira de point d'appui exemplaire aux partisans d'une systématisation et d'une institutionnalisation des organes de pouvoir populaire.

En effet en mai-juin le débat au sein du M.F.A. porte sur cette institutionnalisation. Le P.R.P.-B.R. lance l'idée des conseils révolutionnaires des



travailleurs soldats et marins (C.R.T.S.M.) qui connaît son point culminant avec une importante manifestation le 19 juin à Lisbonne. Le P.C.P. propose les Comités de Défense de la Révolution (C.D.R.) pour défendre la révolution à son stade actuel. Finalement la proposition du M.E.S., visant à prendre en compte la dynamique réelle du mouvement et les organismes déjà en fonctionnement qui en étaient issus, fut, en gros et même parfois en détail, reprise.

C'est ainsi que dans la suite logique des rapports étroits qu'avait tissés la gauche du M.F.A. avec certains secteurs de la population, l'A.G. M.F.A. du 8 juillet adopte **le fameux document-guide Peuple-M.F.A.** Ce texte a comme objectif d'appuyer et de renforcer le processus de développement des organes du pouvoir populaire, de lui donner sa légitimité et en même temps un début d'institutionnalisation.

Pour généraliser le pouvoir populaire le document-guide recommandait à l'ensemble des unités militaires d'élire leur A.D.U. qui, à l'exemple des casernes les plus avancées, stimuleraient le développement des commissions de travailleurs et de quartiers sous le contrôle du M.F.A. ; dans un deuxième temps se constitueraient les assemblées populaires locales qui comprendraient, outre les délégués des organes populaires de base, les représentants des administrations locales ; après viendraient le niveau du district et celui de la région — avec participation de représentants de la région militaire ; enfin, à plus long terme, une assemblée nationale populaire représenterait l'ensemble de ces structures.

Les organes de base disposeraient du pouvoir de contrôle, au niveau local, des moyens de production, de la distribution et des prix ; l'auto-défense armée est prévue mais en liaison avec le M.F.A. et sous son contrôle. Les élections de ces assemblées de base doivent se faire à main levée. Les élus sont révocables par l'assemblée qui les a désignés. Tout au long de cette phase de transition, l'appareil d'Etat sera progressivement remplacé grâce à une forte décentralisation de ses pouvoirs (administratifs et fiscaux) permettant le contrôle et la prise progressive du pouvoir par les organismes populaires.

En réalité cette stimulation de l'alliance Peuple-M.F.A. répondait à trois objectifs liés entre eux : défendre la révolution contre les attaques des forces réactionnaires, gagner la bataille de l'économie, impulser la participation révolutionnaire des masses.

C'est ce qui explique à la fois la portée mais aussi les ambiguïtés du texte adopté. En particulier d'un côté les liens organiques établis entre les organes de base, les unités militaires et les administrations locales, de l'autre côté la volonté du M.F.A. de conserver la tutelle pour la reconnaissance des futures organisations populaires et surtout pour le contrôle des armes, ne permettaient pas, étant donné la nature de classe du M.F.A., d'assurer un contrôle ouvrier et populaire sur le processus de transition vers le socialisme. Enfin en adoptant le document, l'A.G. M.F.A. s'était de fait substituée à la Constituante chargée elle aussi d'élaborer l'organisation des pouvoirs. L'Assemblée Constituante perdait sa raison d'être : l'expérience récente du suffrage universel était déjà considérée comme dépassée, caduque... L'institutionnalisation du pouvoir populaire — au niveau local pour le moment —



apparaissait ainsi comme l'exact contre-pied du processus constituant, défendu par le P.S. et les partis de droite, P.P.D. et C.D.S.

Cette contradiction prématurée va permettre à ces partis d'organiser la contre-attaque, en défendant les résultats électoraux du 25 avril, et en n'admettant en réalité qu'une seule forme d'expression — celle des élections au suffrage universel. Sur la base des partis le P.S. — à l'abri duquel se placent le P.P.D. et le C.D.S. — va montrer son refus de toute forme de démocratie directe qui ferait naître dans une dynamique révolutionnaire de nouvelles institutions, un nouvel Etat, **dépassant, sans nécessairement la nier, la démocratie représentative traditionnelle.**

Toujours est-il que ce document-guide du M.F.A. qui visait à encourager le développement du pouvoir populaire n'atteint pas son but. Seules, trois assemblées populaires de zone se sont réunies dans la foulée de l'A.G. M.F.A.. Celles d'Olivais et de Marvila, zones du RALIS, et une 2<sup>e</sup> assemblée de la zone de Pontinha, au régiment de Génie n° 1. Ces trois assemblées, après avoir adopté leurs statuts et élu leur secrétariat exécutif, ne se réuniront plus ensuite.

**En réalité la crise politico-militaire qui suivit l'adoption du document-guide supprima « l'avant-garde politique » du mouvement populaire qui prétendait être le M.F.A. Les partisans de l'exclusivité de la représentation démocratique traditionnelle l'emportèrent sur le champ politique. Le document des Neuf en était, en dernière analyse, l'expression au niveau militaire ; la réponse du COPCON était l'expression militaire de l'exclusivité immédiate de la représentativité du pouvoir populaire. La rupture du M.F.A. était consommée.** Et c'est pour répondre à la droite militaire encouragée par le document des Neuf que les révolutionnaires impulsèrent le développement de l'organisation des soldats qui démarre à Porto au début de septembre. Ce sont les S.U.V. (Soldats Unis Vaincraint). Ce mouvement, à des degrés divers, profitant de la politisation massive des casernes à ce moment-là, s'étendit dans un grand nombre d'unités. Le Manifeste des S.U.V. montre que cette organisation unitaire de soldats est décidée à approfondir ses liens avec les organes de pouvoir populaire, les commissions de soldats étant des organes de pouvoir des travailleurs en uniforme dans les casernes, élus et révocables par les assemblées de soldats.

L'affrontement avec la hiérarchie militaire eut lieu dans la région militaire du Nord, commandée par Pires Veloso, là où le rapport des forces était le plus défavorable à la gauche.

En réponse à la dissolution de la caserne du C.I.C.A.P. les S.U.V. occupèrent le Régiment d'Artillerie de Serra do Pilar (R.A.S.P.). Le compromis final, qui aboutissait à ne pas dissoudre le C.I.C.A.P. et à ne pas punir les soldats, provoqua des illusions dans la gauche et en particulier à l'extrême gauche sur la force et la capacité de l'organisation des S.U.V. En réalité — et le 25 novembre le prouva — les S.U.V. n'avaient aucune force opérationnelle.

Après la disparition du M.F.A. en tant que force animatrice et tutelle du processus, il revint aux forces civiles de tenter de jouer ce rôle plus



directement. Différentes organisations tentèrent de structurer, de centraliser, en réalité de contrôler les organes de pouvoir populaire. Le P.C. reprit l'idée des assemblées populaires et en réalisa de nouvelles selon ses propres perspectives, soit pour organiser l'appui au 5<sup>e</sup> gouvernement de Vasco Goncalvez, soit, après la chute de celui-ci, pour être le point d'appui des mouvements revendicatifs jusque-là freinés par les nécessités — peu ressenties ! — de la bataille de la production. Le point culminant en fut le siège du Palais de Sao Bento le 13 novembre par les ouvriers de la construction civile. C'est dans ce contexte qu'au début septembre apparut le Secrétariat des Commissions de travailleurs de la ceinture industrielle de Lisbonne (S.C.T.C.I.L.) avec l'appui du F.U.R.

A l'extrême gauche, le M.R.P.P. réussit avec l'aide partielle du P.S. et du P.R.T. à créer un secrétariat provisoire des commissions de travailleurs qui réalisa un Congrès national à Covilha les 28-29 septembre. Au Congrès furent présentées 95 commissions dont 53 avec droit de vote. Cependant ce Congrès n'eut pas de suite, les textes approuvés pendant ce congrès ne reçurent jamais d'application.

En novembre le S.C.T.C.I.L. réunit un plénum de commissions de travailleurs après un certain nombre de réunions sectorielles. L'Intersyndicale donne son appui. La ligne du P.C.P. y est très largement majoritaire. C'est dans ce contexte que surgit le 25 novembre : ce coup de droite laisse les travailleurs pratiquement sans réaction. Ayant pris l'habitude de voir leurs problèmes réglés par les militaires, ils assistèrent en spectateurs à ce règlement de comptes. En réalité l'encadrement politique des organes de pouvoir populaire fait que le P.C., en fonction de sa propre tactique, peut empêcher toute mobilisation offensive.

Il est vrai que le rapport des forces a entre-temps décisivement basculé : **Lisbonne est isolée.**

**Toujours est-il que le 25 novembre consacre la mort du pouvoir populaire en tant que dynamique de dualité de pouvoir** : il n'y a plus de mouvement autonome des masses, construisant leurs organes de base dans une perspective politique de changement du pouvoir central.

Après le 25 novembre, le P.C. peut, avec succès, réaffirmer la nécessité d'une meilleure articulation entre commissions de travailleurs et organisations syndicales. A Setenave, aux chantiers, lieu significatif, un projet de contrôle ouvrier, visant à cantonner les commissions de travailleurs dans un rôle de contrôle économique au niveau de l'entreprise, est approuvé par les travailleurs. Plus grave, la moitié d'entre eux s'abstient de voter : la démobilisation accompagne la disparition de perspectives politiques offensives.

En définitive, après le 25 novembre, la disparition du M.F.A. de la vie politique, la prédominance des forces politiques — et militaires — hostiles aux formes de démocratie directe, le discrédit des organisations révolutionnaires, la disparition de perspectives de pouvoir pour les travailleurs : tout cela met en péril mortel non seulement le développement des organes de pouvoir populaire mais leur existence même, leur viabilité dans la période qui s'ouvre.



### *Essai de caractérisation du pouvoir populaire*

L'évolution des organisations de base et aussi leur involution à partir de l'été 1975 permettent d'avoir une idée approximative de leur niveau de développement ainsi que de leurs limites.

Que ce soit au niveau des commissions de travailleurs ou des commissions de quartiers, c'est dans les zones urbaines que le phénomène prit sa plus grande extension dans la mesure où à la campagne les conseils de village en particulier furent peu nombreux. Si l'on se rappelle que la paysannerie représente 35 % de la population, on mesure là l'ampleur du problème posé.

Dans les zones urbaines elles-mêmes, le développement fut là aussi très inégal : les commissions de travailleurs eurent leur plus fort impact au niveau de Lisbonne, plus précisément dans ce qu'on appelle la ceinture industrielle, au sud du Tage, surtout : elles eurent moins de force à Porto. Par contre, les commissions de quartier eurent leur plus grande extension dans la zone urbaine de Porto, même si, dans la région de Lisbonne, à Setubal et dans quelques villes de l'Alentejo, les commissions de quartier connurent aussi une grande activité.

Socialement, les organes de pouvoir populaire rassemblèrent donc la majorité des travailleurs de la région industrielle de Lisbonne-Setubal, au niveau des grandes entreprises (chantiers navals, métallurgie), une minorité de travailleurs de la région de Porto — plus intéressés semble-t-il à la résolution de leurs problèmes de logement et de transports.

**En réalité, une minorité de travailleurs fut organisée de manière relativement prolongée dans les organes de pouvoir populaire. Une plus petite minorité encore dépassa le stade organisationnel local du lieu de travail ou du lieu d'habitation. Les tentatives de coordination — au niveau d'une zone : assemblée populaire — d'une branche, comme les entreprises de la C.U.F. — d'une ville, comme les commissions de quartier de Porto — intéressantes par leur caractère exemplaire, furent exceptionnelles. Ce qui frappe en particulier, c'est la très faible recherche de liens horizontaux. Le mouvement est resté ainsi fragmenté, parcellisé, ne dépassant que rarement l'horizon du lieu d'origine.**

Le fonctionnement même des organes de pouvoir populaire fut très varié et inégal. On peut certes établir un mode général au niveau de la constitution même : les commissions de travailleurs et les commissions de quartier sont les organes exécutifs élus par l'assemblée générale de l'entreprise ou du quartier, c'est-à-dire par des réunions plénières. Ces assemblées sont donc l'organe délibératif dont dépendent les commissions élues, révocables par elles.

Tout le problème a été le degré de représentativité de ces organismes. Beaucoup de commissions en effet furent désignées — élues — par des A.G. elles-mêmes minoritaires. Faute d'une institutionnalisation minimale ayant permis de fixer des critères de représentativité et de fonctionnement, nombreuses furent les commissions qui ne se préoccupèrent guère de faire légitimer ou confirmer — ou remettre en cause — leur représentativité.



Il ne s'agit pas seulement d'une représentativité de type électoral mais aussi d'une représentativité obtenue par l'acceptation, l'approbation d'une activité où la base se sent concernée soit par une participation directe soit par des résultats concrets. En ce sens les organes de pouvoir populaire rassemblaient davantage les différentes avant-gardes politiques que les masses concernées. C'était en particulier le cas en juillet 1975 lors des mobilisations de ces organes qui ne rassemblaient qu'entre 15 et 20 000 personnes au plus, c'est-à-dire la zone d'influence directe de l'extrême gauche. Par contre, à Porto, les mobilisations furent plus larges dans la mesure même où les commissions de quartier avaient un réel appui social du fait de leur activité globale. Il fallut attendre le changement d'attitude du P.C.P., à l'été 1975, vis-à-vis du pouvoir populaire pour assister à une participation plus massive de la classe ouvrière de la région de Lisbonne. Mais à partir de ce moment-là la fonction des organes de pouvoir populaire subissait une modification profonde dans la mesure où ils servaient d'instruments de pression au service d'une stratégie, celle du P.C.P. — qu'ils n'avaient pas contribué à élaborer...

C'est ainsi que se pose le problème des **fonctions** qu'ont remplies ces organes au cours de leur histoire.

Au départ, en effet, les commissions de travailleurs et les commissions de quartier se sont constituées dans la foulée du 25 avril en tant qu'instrument de lutte pour la solution de problèmes concrets qui se posaient avec acuité depuis de nombreuses années. Ces commissions établirent des *cahiers de revendications* et agirent comme organes de pression sur le patronat ou sur les différents niveaux de l'appareil d'Etat. La tentative manquée du 28 septembre montre aux travailleurs la nécessité d'augmenter cette pression. Ceux qui avaient soutenu le coup d'Etat étaient précisément les mêmes que ceux qui refusaient le plus de satisfaire les revendications légitimes : d'où l'exigence *d'épuration* qui visait les patrons saboteurs, l'encadrement fasciste des entreprises, obstacles vivants et visibles à la satisfaction des exigences des travailleurs.

A partir du 11 mars la situation change : d'un côté les travailleurs occupent les entreprises pour éviter le sabotage et le transfert des fonds. Venant après le 28 septembre ce coup aiguise la conscience politique d'une partie importante des travailleurs qui estiment que les entreprises doivent être enlevées aux patrons. C'est dans ce sens qu'ils exigent et imposent la nationalisation considérée comme une garantie de leurs conquêtes plus que comme un point de départ à la gestion ouvrière. Cependant, le vide laissé par le patronat en fuite amène les travailleurs à prendre collectivement en charge l'ensemble des problèmes et des nécessités de l'entreprise, y compris à penser à son avenir, à sa viabilité, parfois même à sa reconversion. Ainsi s'ébauche une prise de conscience des nécessités d'une planification économique articulée avec les besoins présents et futurs des entreprises, mais exprimés par leurs travailleurs. Le problème du pouvoir central est posé. **En effet ce n'est qu'après le 11 mars qu'a pu se définir dans la pratique imposée par les nationalisations et le départ des patrons, la différence entre une organisation syndicale — chargée de prendre en charge les revendica-**



### tions immédiates — et l'organe de pouvoir populaire chargé du contrôle et de la gestion de l'entreprise, embryon d'un double pouvoir.

A ce moment-là la nécessité d'un relais politique au niveau central permettant de consolider les acquis anticapitalistes et de relancer le mouvement comme perspective autogestionnaire supposait l'existence d'un pôle socialiste autogestionnaire capable de donner un sens, un chemin pour l'avancée politique du pouvoir populaire.

**La situation créée par l'échec putschiste du 11 mars est simple : la bourgeoisie vient de subir une importante défaite militaire et politique ; avec les nationalisations elle subit une déroute économique; elle n'est plus en état de gouverner. Le prolétariat vient donc de remporter autant de victoires, renforce la capacité de ses organes de base mais n'est pas encore, pour une période relativement longue, en état de gouverner directement le pays. Pendant cette phase de vide de classe du pouvoir politique l'Etat a été occupé par le M.F.A. et les forces réformistes du mouvement ouvrier ; le P.P.D. étant encore présent bien que discret. Ce qui signifie que les organes de pouvoir populaire n'ont pu trouver aux différents niveaux des instances de pouvoir un soutien capable de donner une perspective politique — l'organisation du pouvoir des masses à tous les niveaux — accompagnant l'avancée économique réalisée (nationalisations, réforme agraire). Faute d'objectifs politiques de ce type, le mouvement revendicatif des masses qui avait fait des progrès qualitatifs importants après le 11 mars (épuration, vigilance populaire, contrôle de la production) en revint aux classiques revendications salariales, sectorielles, désarticulant les mécanismes économiques sans augmenter d'un iota la capacité de contrôle populaire sur ces mêmes mécanismes, affaiblissant face à la bourgeoisie le pouvoir politique transitoire en place. C'est à ce moment que se produit le recul, l'involution des formes de pouvoir populaire.**

La gestion politique de cette période décisive au cours de laquelle doit s'accélérer la maturation du mouvement de masse, construisant ses organes de pouvoir pour permettre aux travailleurs de revendiquer et d'exercer le pouvoir à tous les niveaux, ne pouvait laisser les révolutionnaires indifférents. Quand on voit ce qu'ont pu faire, à titre individuel, des militants révolutionnaires comme Cravinho à l'industrie et Batista à l'agriculture, on peut à juste titre penser que la présence à ce niveau d'une force politique révolutionnaire conséquente, sauvegardant son autonomie politique, aurait créé des conditions infiniment plus favorables au développement de la lutte des classes et des organes de pouvoir populaire, procurant un point d'appui et de référence à l'expression politique de l'autonomie du prolétariat. **En définitive, pour faire un premier bilan de ce que fut réellement, pour les masses, le pouvoir populaire au Portugal, on peut dire qu'il a été le cadre auto-organisé d'un mouvement profond visant à imposer la satisfaction de revendications matérielles pressantes.** Cette volonté qui s'était heurtée au mur de l'appareil fasciste amena les masses à exiger en même temps l'épuration de cet appareil, présent à tous les niveaux de la vie sociale. Ce mouvement à la fois spontané mais qui plongeait aussi ses racines dans la montée des luttes autour des



années précédentes, se trouvait trop en dysharmonie avec le fonctionnement et l'orientation politique de l'Intersyndicale pour y trouver un cadre satisfaisant. Il fut donc un mouvement de contestation d'une conception bureaucratique, administrative et centralisatrice de l'organisation de la lutte revendicative (le mouvement « syndicalisme de base » en est un produit), mais *il ne dépassa pas, pour l'essentiel un caractère syndical*. Le 11 mars, une nouvelle période s'était ouverte, où les fonctions de vigilance et de contrôle prédominent et trouvent un débouché dans les nationalisations et la réforme agraire. Cependant ce contrôle est resté *défensif*, en ce sens qu'il visait à garantir l'outil de travail et qu'il ne s'est pas fixé en même temps des objectifs de pouvoir qui auraient permis d'enclencher une réelle dynamique de double pouvoir. Les avant-gardes ne réussirent pas à donner ces objectifs au mouvement de masse. A partir de ce moment-là le mouvement de pouvoir populaire va pour ainsi dire se replier, redevenir ce qu'il n'avait jamais cessé d'être en réalité : c'est-à-dire un puissant mouvement revendicatif portant sur de meilleurs salaires et de meilleures conditions de vie. L'échec du document-guide ne fera que consacrer cette situation. L'aisance avec laquelle le P.C.P. peut, par la suite, utiliser les organes de pouvoir populaire comme courroie de transmission du mouvement revendicatif qu'il encourage, ne s'explique pas autrement.

Cela ne signifie pas qu'il faille négliger, bien au contraire, les tentatives isolées mais exemplaires de liaisons horizontales ou verticales d'organes de pouvoir populaire, dans la mesure où elles exprimaient la volonté de construire un pouvoir alternatif. Elles sont riches d'avenir. Mais pour nous il importe de savoir maintenant pourquoi cet avenir ne s'est pas réalisé...

\*

\* \*

## II. LES PARTIS POLITIQUES FACE AU POUVOIR POPULAIRE

En réalité la défaite du pouvoir populaire c'est celle de la révolution portugaise : elle vient de l'incapacité qu'ont montrée les organes populaires de base à rassembler, à représenter le bloc social intéressé à un changement révolutionnaire et dont la participation consciente au processus était nécessaire à son issue victorieuse.

Ce bloc doit, au Portugal, réunir le prolétariat urbain et rural, de larges couches de la petite bourgeoisie, de nombreux techniciens et intellectuels. Cette diversité sociale suppose de fait une diversité d'organisation et d'expression politique durant la phase de « transition » ouverte par une défaite politique de la bourgeoisie dominante. Au cours de cette phase le prolétariat doit prouver sa capacité à réaliser un large consensus social et politique autour de lui. Il ne suffit pas pour le prolétariat de détruire l'appareil répressif d'Etat pour installer le socialisme ; il lui faut — y compris pour réussir cette destruction — gagner à lui des couches hésitantes



pour assurer définitivement son hégémonie politique, et organiser un contre-pouvoir à tous les niveaux de la société, chargé non seulement d'organiser l'assaut contre l'appareil répressif mais aussi de contrôler l'économie et d'organiser la participation active et consciente de l'ensemble des forces sociales intéressées à la révolution.

Bien entendu les obstacles vers cette voie étaient considérables au Portugal. En particulier les positions et surtout la pratique des principales forces politiques du mouvement ouvrier, le P.S. et le P.C., portent une lourde responsabilité.

Du côté du P.S. le programme adopté au Congrès de décembre 1974 reconnaît l'importance des commissions de travailleurs. « Le rôle joué par les commissions de travailleurs dans la défense de leurs intérêts, contre le sabotage économique, contre les renvois, pour la défense du processus démocratique, fait de ces organisations celles auxquelles les travailleurs portugais sont aujourd'hui profondément attachés et qu'ils entendent fermement maintenir dans la structure actuelle. Le P.S., considérant que l'existence de ces commissions n'est pas contradictoire avec celle des syndicats mais que leurs activités se conjuguent et se complètent, défend les C.T. et reconnaît l'important rôle qu'elles ont eu et pourront continuer à avoir dans l'avenir. »

Bien que la fonction spécifique de ces commissions de travailleurs par rapport à celles attribuées aux syndicats reste assez floue, on peut dire que pour l'essentiel, cette reconnaissance de leur rôle positif est un fait politique important. De nombreux militants du P.S. engagés dans les commissions de travailleurs — en animant même un bon nombre — avaient ainsi imposé cette position.

Par la suite, vis-à-vis du document-guide du 8 juillet, la position du P.S.P. reste *théoriquement* positive. Refusant la tutelle militaire sur les organisations populaires, critiquant la disparition du pluralisme politique dans la construction du socialisme, le P.S. reprenait un certain nombre de positions que les révolutionnaires pouvaient prendre à leur propre compte. Cependant le P.S. condamne le document en ce qu'« il représente surtout un mépris formel de la volonté populaire exprimée dans les élections du 25 avril ». En réalité cette critique totale refusait en fait de poser le problème de la nécessaire réorganisation à la base des structures de la société de transition. Bien qu'ayant préconisé au Congrès de décembre une rupture avec les formes institutionnelles du capitalisme, le P.S., entre janvier et juin 1975 ne s'est pas donné les moyens de mettre en pratique cette volonté affirmée l'espace d'un Congrès. (En ce sens le départ des camarades qui derrière Manuel Serra allaient fonder le F.S.P. en janvier a renforcé la position de ceux qui ne voulaient pas de cette mise en pratique.)

En niant dans les faits toute validité à la problématique du document-guide — qui est celle du pouvoir populaire et, malgré tout, de l'autogestion socialiste — le P.S. s'alignait objectivement sur le bloc conservateur. En accusant la gauche du M.F.A. de faire systématiquement le jeu du P.C.P., tout en ne faisant aucune proposition politique, programmatique de lutte commune contre le capitalisme, qui aurait assuré face à la droite une cohésion minimale du mouvement populaire, le P.S. a servi de paravent à la



bourgeoisie, y compris la plus réactionnaire. On a vu le résultat, le gâchis. La question d'ailleurs n'est pas seulement de constater cette évolution, de s'en indigner, elle est aussi et surtout de se demander pourquoi à l'intérieur et à l'extérieur du P.S. — en particulier du côté de la gauche révolutionnaire — cette formidable contradiction entre programme et pratique politique n'a pu être exploitée correctement, créant les conditions d'une crise significative, organisationnelle et politique du P.S.

De son côté, le P.C.P., dans son Congrès d'octobre 1974, ne posait pas le problème des nouvelles formes de pouvoir. Par rapport à l'Etat il insiste sur la nécessité de renforcer son caractère démocratique en l'épurant des fascistes et en les remplaçant par les défenseurs de la situation présente... Il se prononce pour une « ample participation populaire dans la solution des grands problèmes nationaux », pour une « coopération étroite dans l'œuvre de réédification démocratique, du gouvernement, des structures étatiques, des administrations locales, des partis politiques, des syndicats, des ligues et associations paysannes, des coopératives, des associations de jeunes et de femmes et autres *organisations démocratiques des masses populaires* ». Ces derniers mots étant les seules allusions indirectes aux organes populaires de base qui s'étaient constitués dans le pays entre avril et octobre 1974...

Vis-à-vis du document-guide du M.F.A., le P.C.P. estime que « la définition des formes d'organisation du mouvement populaire, indiquant les lignes générales de leur développement et de leur évolution, a une extraordinaire portée pour la construction du processus révolutionnaire et pour la définition du futur Etat démocratique et socialiste ». En fait le P.C.P. esquive les questions fondamentales posées par le document (rôle de la démocratie directe, rôle des partis, de la Constituante, nature de l'Etat) et se préoccupe surtout, en mobilisant ses militants pour une manifestation d'appui au M.F.A. et au Conseil de la Révolution, de démontrer sa capacité de contrôle du mouvement de masse, y compris celui organisé dans les formes du pouvoir populaire.

En réalité pour le P.C. et le P.S. l'orientation principale visait à défendre les conquêtes démocratiques obtenues avec le 25 avril. L'institutionnalisation de la démocratie — parlementaire — leur procurait une marge de manœuvre à l'intérieur de laquelle ils pensaient, suivant des tactiques et des objectifs différents, participer à un certain développement économique dans le cadre d'une économie de marché. En conséquence, les luttes des travailleurs devaient maintenir un caractère essentiellement revendicatif, compatible avec la viabilité du système, séparant la lutte économique — laissée aux syndicats — de la lutte politique — laissée aux partis — et n'admettant pas les formes autonomes, non contrôlées par eux, de la lutte des travailleurs, qui pourraient se situer dans une perspective de contrôle et avoir des objectifs politiques de pouvoir.

L'extrême gauche non maoïste, inspirée par l'exemple chilien, évoque le « poder popular », mais ses contributions théoriques et politiques sont longtemps restées faibles ou inexistantes. La LUAR parlait de pouvoir populaire et d'autogestion et ses militants ont animé à la base l'auto-organisation des masses mais dans une conception anarchisante, sans pouvoir situer le



problème dans un projet politique articulé. Le P.R.P. a parlé de l'organisation autonome de la classe mais pensait que les commissions de travailleurs existantes ne pouvaient pas, par définition, dépasser un caractère revendicatif. C'est pour cela qu'il fut amené à proposer en avril 1975 un autre type d'organisation autonome, les C.R.T.S.M. (Conseils Révolutionnaires des Travailleurs, Soldats et Marins), lesquels, ayant un caractère insurrectionnaliste très marqué, ne partaient pas de la réalité créée par les travailleurs — les C.T. et les CM. — mais d'une surestimation totale de la maturation du mouvement populaire. Le M.E.S. fut en réalité l'organisation révolutionnaire qui tenta le plus de systématiser la notion du pouvoir populaire : s'inspirant des contributions chiliennes — du M.A.P.U. surtout — et italiennes (Lotta Continua, Manifesto) et disposant d'une base militante pleinement engagée dans les organes de base, le M.E.S. au cours de son Congrès de décembre 1974 voulut définir une stratégie et même un projet de société fondé sur le pouvoir populaire. Ses liens politiques et idéologiques avec la gauche du M.F.A. lui donnèrent un appui logistique important et le document-guide reprit en gros et même parfois en détail les lignes générales de son projet.

La question qui se pose est de savoir pourquoi le projet ainsi légitimé et pris en charge par le M.F.A., organe suprême de pouvoir, est en réalité mort-né.

\*  
\* \*

En fait l'accélération brutale de l'affrontement de classe a trouvé un mouvement ouvrier désarmé politiquement face à une situation imprévue.

Résultant de la prise du pouvoir par une force militaire, la révolution portugaise dut emprunter une voie originale, sans précédent. L'appui au M.F.A. des masses se politisant de façon rapide — mais en réalité assez superficielle — mena les forces du mouvement ouvrier à se subordonner de fait à lui. La nécessité d'un « programme commun » qui aurait donné au mouvement ouvrier une certaine indépendance par rapport au M.F.A. ne se fit donc pas sentir et n'était pas une exigence populaire. Pratiquant une alliance sans principe avec le M.F.A., le P.C. et le P.S. — et parfois aussi l'extrême gauche — se préoccupèrent surtout d'avoir des hommes aux différents niveaux de l'appareil d'Etat, lequel se confondait avec l'appareil militaire. Parallèlement à cette situation de subordination les élections du 25 avril 1975 introduisaient un fait politique nouveau caractérisé par l'adhésion massive au socialisme à travers les partis et en particulier le P.S.

**Trois niveaux de pouvoir, trois légitimités populaires — le M.F.A., les partis, le pouvoir populaire — coexistaient alors dans cette phase, en particulier entre avril et juin 1975. Comment à partir de là « gérer » cette trinité, élaborer une tactique qui puisse, selon un rythme adéquat, permettre aux formes de démocratie directe de parvenir à une légitimité supérieure, constituant alors une réelle alternative de pouvoir ? En réalité, la tactique ici revêtait une profonde signification stratégique dans la mesure où une erreur tactique pouvait être une question de vie et de mort pour le pouvoir populaire.**



En mai-juin 1975 les organismes populaires de base n'auto-organisaient qu'une minorité en « bloc social d'appui ». La question était de savoir comment faire en sorte que l'ensemble majoritaire des forces sociales qui avaient voté pour les partis se réclamant du socialisme et qui estimaient comme un acquis progressiste la démocratie représentative soient conquises par le pouvoir populaire.

D'autre part l'absence d'accord minimal entre les forces politiques représentatives à des titres divers des travailleurs empêchait d'envisager une phase de transition mobilisant — engageant — le bloc social intéressé. L'unité populaire était à court terme impossible. Les forces révolutionnaires ont cru pouvoir « contourner » cette situation dramatique en faisant de l'articulation M.F.A.-pouvoir populaire un binôme pouvant, seul, réaliser l'unité populaire. C'était supposer le M.F.A. et le pouvoir populaire au-dessus ou à côté du conflit inter-partis, c'était refuser de voir que les grands partis — le P.C. et le P.S. — structuraient politiquement, selon des modes variés, la grande majorité des couches sociales intéressées à la révolution, y compris la majorité du M.F.A. lui-même.

**En exigeant par exemple la dissolution immédiate de la Constituante, les révolutionnaires ont présenté comme immédiatement contradictoires et antagonistes les institutions de démocratie représentative et le suffrage universel d'un côté et les formes d'expression de démocratie de base de l'autre. Les rapports entre les partis du mouvement ouvrier et le pouvoir populaire étaient conçus dans une perspective d'opposition frontale et de débordement.**

Le rapport entre M.F.A., partis et pouvoir populaire connut lui aussi une évolution dont il faut voir le moment décisif qui se situe entre le plan d'action politique (P.A.P.) du 21 juin et le document-guide du 8 juillet. En effet, jusque-là, l'apartidarisme affiché du M.F.A. avait deux interprétations : ou bien il signifiait la volonté de dépasser la division et le sectarisme des forces « partisans » représentatives du mouvement ouvrier et, en ce sens, il répondait à une exigence profonde d'unité populaire anti-bureaucratique faisant pression sur les partis de manière positive ; ou bien il signifiait le refus de prendre en compte les différents niveaux de conscience et d'expression politique des masses pour résoudre les contradictions internes du mouvement populaire et élargir ainsi le consensus des forces objectivement intéressées à la révolution.

En effet, l'expérience politique de nombreuses couches sociales du « bloc » s'était arrêtée aux formes d'expression de la démocratie représentative. **Tout le problème était, comme l'indiquait la gauche du P.S. en août 1975, « de prendre en compte le rôle de liaison aux larges masses — surtout aux couches les plus réactionnaires — que peut remplir le vote secret, universel et direct, en permettant d'établir des consensus unitaires successifs dans la base sociale de la Révolution ».**

C'est ce qu'a effectivement refusé de faire le document-guide. Tout en réaffirmant sa volonté de « ne pas ignorer les partis dévoués à la construction du socialisme », la majorité du M.F.A. se considérait alors comme l'avant-garde politique du mouvement populaire.



Ceci est d'autant plus grave et étonnant que 15 jours avant, le 21 juin, le Conseil Supérieur de la Révolution élaborait un plan d'action politique définissant une stratégie et une tactique de construction du socialisme beaucoup plus élaborées. Il y était dit en particulier que « les partis politiques devront remplir durant la voie de transition un rôle de grande valeur non seulement par leur action pédagogique de conscientisation et de mobilisation des masses mais aussi comme véhicules transmettant l'expression populaire reçue sous diverses formes, incluant la voie électorale. Il est nécessaire cependant que les processus électoraux qui se développeront durant la période de transition s'intègrent consciemment à l'intérieur du processus révolutionnaire, étant non admis qu'ils viennent à en constituer un obstacle ».

A ce moment-là, il semble que le Conseil Supérieur de la Révolution soit conscient des nécessités contradictoires du processus pour le mener à bien. **Le dérapage s'est produit entre le 23 juin et le 8 juillet, aboutissant à nier le rôle de lien aux masses des partis : imposant leur conception du débordement, les révolutionnaires influents dans la gauche du M.F.A. (M.E.S. surtout) ont commis là leur principale erreur « tactique » résultant en fait d'une conception stratégique du passage au socialisme. Cette conception menait directement à la minorisation du pouvoir populaire, à sa transformation qualitative en instrument d'appui à une pratique « putschiste » pour « résoudre » la question du pouvoir central ; elle signifiait en même temps la rupture prématurée du M.F.A., le document des Neuf suivi par le document du COPCON, ainsi que le refus ultérieur de tout compromis tactique entre les deux groupes. Il était désormais trop tard.**

\*  
\* \*

**L'échec du pouvoir populaire montre que la construction d'une dualité de pouvoirs suppose que l'on prenne en compte les différents niveaux d'expérience et de conscience politique de la classe ouvrière et de ses alliés aux différents stades de l'évolution du processus. La dualité de pouvoirs est tout le contraire d'un mouvement spontané, elle suppose une longue maturation politique, traversée par de nombreuses expériences. Au Portugal les conditions objectives (faible et inégal développement des forces productives) et les conditions subjectives (certaine immaturité du mouvement ouvrier, très faible tradition d'autonomie de classe) se sont conjuguées pour donner aux organes de base un contour défensif, une allure « sauvage », un caractère fragmenté, parcellisé, corporatif même, au sens où la recherche de liaisons horizontales a été exceptionnelle.**

L'inexistence même d'une force politique révolutionnaire et autogestionnaire, capable d'offrir une perspective au mouvement de masse pour ouvrir une période de dualité de pouvoirs, nécessite aussi qu'on s'interroge. Ce n'est pourtant pas l'inexistence des avant-gardes qui pose problème — il y en avait plutôt trop ! — c'est plutôt le fait que ces avant-gardes se soient détachées du gros des troupes qui mérite explication...



Cette situation pourrait s'expliquer par les spécificités de l'histoire économique, politique et idéologique de la formation sociale portugaise. Ayant connu un essor tardif et déséquilibré sous un régime très autoritaire, le capitalisme portugais s'est trouvé face à un mouvement ouvrier récent, isolé, dispersé, sans pratique générale de lutte autonome, sans possibilité de capitaliser ses propres luttes, à fortiori les avancées du mouvement ouvrier international. La mentalité générale des classes populaires a été façonnée par un conditionnement particulier caractérisé par l'autoritarisme, le paternalisme, le centralisme administratif, la répression sexuelle, le respect des hiérarchies temporelles et spirituelles ; la réponse du mouvement ouvrier représenté surtout par le P.C.P. a été d'offrir un contre-modèle mais marqué d'autoritarisme, de centralisme bureaucratique d'inspiration stalinienne. Ces deux modèles autoritaires — chacun pour des objectifs opposés bien sûr — ont pesé sur le mouvement de masse et sur ceux qui ont remis en cause l'orientation néo-réformiste du P.C. **Les organisations révolutionnaires portugaises ne se sont pas dégagées de la conception autoritaire du parti — et des rapports au mouvement de masse**, que ce soit la version stalino-maoïste ou la version léniniste ou lénino-trotskyiste... Toutes les conditions étaient donc réunies pour que le mouvement ouvrier portugais en 1974 ne dispose que d'un héritage culturel et politique limité en particulier en matière d'auto-organisation. En ce sens il y a un rapport certain entre cette situation et la nature même des organisations, de leurs stratégies et tactiques, de leur conception même du parti.

**Dans leurs rapports avec les organes de pouvoir populaire les organisations politiques au lieu de se comporter comme une force de proposition, de stimulation, comme un élément dialectique, se sont toutes considérées comme des directions qui se superposaient ou qui s'imposaient aux organismes populaires de base. La dialectique Conseil-parti ou avant-garde ne put avoir lieu ; il n'y eut ni parti ni pouvoir populaire.**

**Or cette dialectique partis-organes de pouvoir populaire supposait pour les révolutionnaires une phase prolongée pendant laquelle tous les efforts devaient être faits pour unifier le bloc anticapitaliste autour d'un programme politique transitoire, nécessitant à la fois une tactique souple des alliances politiques avec l'ensemble des forces représentatives du mouvement ouvrier. Cette unité doit nécessairement pouvoir se combiner avec le maintien d'une capacité organisationnelle et politique permettant à chaque moment du processus de faire les propositions capables de faire avancer le mouvement d'auto-organisation.**

C'est pour avoir méconnu l'ensemble de ces nécessités qu'imposait une situation historiquement déterminée — et qui n'était pas la Russie de 1917 — que **la gauche révolutionnaire**, devant la brusque accélération du processus, a échoué : elle a **gravement sous-estimé l'importance et la durée des phases et des rythmes permettant l'extension sociale du pouvoir populaire. Celui-ci en est mort. Il renaîtra pour vaincre. A condition que les révolutionnaires perdent l'habitude d'attribuer aux autres leurs propres échecs.**